

Les Burundaises veulent reprendre les places perdues à la tête des institutions

@rib News, 08/03/2009 â€“ Source APA Les organisations de femmes burundaises d'Ã©plorent le fait que les 30 pour cent de places, au minimum, rÃ©servÃ©s aux femmes dans les institutions comme le SÃ©nat, l'AssemblÃ©e nationale ou le gouvernement, aient Ã©tÃ© reprises et rÃ©trogradÃ©s aux hommes. Elles citent les cas de l'ancienne premiÃ¨re vice-prÃ©sidente de la RÃ©publique, Mme Alice Nzomukunda, contrainte Ã©missionner en 2006 et dont la place a Ã©tÃ© donnÃ©e Ã© un homme, M. Gabriel Ntizezerana, et l'ancienne prÃ©sidente de l'AssemblÃ©e nationale, Mme ImmaculÃ©e Nahayo, destituÃ©e et remplacÃ©e par un homme, M. Pie Ntavohanyuma.

Les femmes burundaises font remarquer que ces 30% n'ont pas Ã©tÃ© accordÃ©s gratuitement mais obtenus grÃ¢ce Ã© leur combat qu'elles ont menÃ©, surtout pendant les nÃ©gociations d'Arusha (en Tanzanie) pour la paix et la rÃ©conciliation au Burundi en 2000, sous la mÃ©diation de l'ancien prÃ©sident sud-africain Nelson Mandela. Au dÃ©part, les femmes Ã©taient exclues de ces nÃ©gociations, mais elles se sont levÃ©es pour crier haut et fort pour que la femme soit prise en considÃ©ration. Finalement, leur participation a Ã©tÃ© acceptÃ©e en qualitÃ© d'observateur. Dans les coulisses, elles sont parvenues Ã© faire entendre leur voix, c'est ainsi que l'accord d'Arusha a rÃ©servÃ© un place non nÃ©gligeable Ã© une femme burundaise, ont fait remarquer les femmes burundaises. Pour la premiÃ¨re fois, un texte aussi fondamental et historique reconnaissait le rÃ´le de la femme dans la reconstruction et le dÃ©veloppement du pays et demandait qu'une place de choix lui soit accordÃ©e dans les institutions de dÃ©cisions et dans tous les programmes de dÃ©veloppement. C'est ainsi que la Constitution burundaise de 2004, qui s'inspire de l'Accord d'Arusha, stipule qu'un minimum de 30 % des places dans les institutions de la RÃ©publique burundaise soit accordÃ©e Ã© la femme. Cependant, un long chemin reste Ã© parcourir pour arriver Ã© une rÃ©elle Ã©mancipation. Les femmes doivent se coaliser pour lutter ensemble contre les violences faites aux femmes, contre l'ignorance et contre la pauvretÃ© et revendiquer le droit Ã© la succession. La JournÃ©e internationale de la femme a Ã©tÃ© cÃ©lÃ©brÃ©e ce 8 mars dans la commune de Bukeye, dans la province de Muramya (centre du pays), sur le thÃ©me "Hommes et Femmes Unissons-nous pour combattre les violences faites aux femmes". Une semaine d'Ã©dication Ã© la femme s'est dÃ©roulÃ©e du 2 au 8 mars pour bien cÃ©lÃ©brer cette fÃªte, avec des Ã©changes sur des thÃ©mes en rapport avec l'Ã©mancipation de la femme. La fÃªte du 8 mars de cette annÃ©e survient cependant au moment oÃ¹ les violences faites aux femmes (les viols et les traitements inhumains) prennent une ampleur inquiÃ©tante au Burundi.